

55 p. 100 des participants réalisaient une première vente aux États-Unis dans les 12 ou 18 mois qui suivent.

De plus, Monsieur le Secrétaire, comme nous en avons convenu au moment de notre rencontre à l'occasion de la délégation de petites et de moyennes entreprises que vous avez dirigée à Ottawa l'été dernier, la clé du succès des missions commerciales réside dans le suivi.

Pour cela, votre département, ici à Washington, de concert avec l'Administration américaine des petites et moyennes entreprises et mon ministère à Ottawa ont accepté de collaborer à l'organisation d'un sommet commercial des femmes Canada-États-Unis, qui doit avoir lieu à l'Université York, à Toronto, en mai 1999.

Hier, j'ai d'ailleurs participé à une réunion très productive avec M^{me} Alvarez, de l'Administration des petites et moyennes entreprises, qui, tout comme vous, Monsieur le Secrétaire, s'est montrée très favorable à ce projet.

L'objectif du sommet comporte deux volets.

Premièrement, il s'agit de réunir des dirigeantes d'entreprise de nos deux pays pour repérer les barrières qui dissuadent les femmes de s'implanter sur les marchés étrangers et pour recommander des façons de les éliminer.

Deuxièmement, le sommet sera pendant deux jours l'hôte d'une délégation commerciale américaine qui agit par le truchement du consulat américain à Toronto; il y aura des rencontres, des visites sur le terrain et des contacts d'affaires personnels. Le sommet incarnera de la sorte les objectifs mêmes que le dialogue stratégique est censé poursuivre, lesquels se résument à ceci : plus d'emplois pour un plus grand nombre de femmes dans plus de pays.

Les idées et les recommandations qui émergeront de ce sommet seront aussi soumises à la Conférence des femmes entrepreneures que l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] parrainera en l'an 2000.

Pour ce sommet comme pour la conférence de l'OCDE, on doit disposer de données fiables sur les problèmes particuliers auxquels les femmes font face en affaires. À cette fin, nous mettons sur pied une « coalition pour la recherche », formée de représentants du gouvernement, du secteur privé et du milieu de l'éducation. Le Ministère jouera un rôle prépondérant dans la coordination de cette activité, avec la collaboration d'Industrie Canada et de Condition féminine Canada.

Je suis fier de saluer nos premiers partenaires dans le cadre de cette coalition, à savoir la Banque royale du Canada – qui est aussi un généreux commanditaire de cette mission – et la Fondation des